



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Réforme des retraites : la vie devant soi... à bosser !

Le saccage de la planète a fait de l'année 2022 la plus chaude jamais enregistrée en France. Mais l'hiver arrive et le froid s'installe. Pour beaucoup d'entre nous, réussir à se chauffer va devenir une question lancinante. Les prix montent et mangent les salaires, alors que chaque euro compte déjà. Mais Élisabeth Borne a une doudoune et, pour elle, l'urgence, c'est la réforme des retraites, dont les modalités devraient être « dévoilées » le 10 janvier.

Travailler plus pour travailler plus

Ça ne lui suffisait donc pas de s'en prendre aux chômeurs pour les forcer à accepter les pires conditions du patronat. Alors que la casse des services publics fait que l'hôpital ou le réseau énergétique sont au bord de la rupture, il faut encore aller gratter au fond des poches des travailleurs jusqu'à toucher l'os.

La Première ministre essaie de faire jouer le suspense autour de l'âge de départ : 65 ou 64 ans ? Médiocre effet d'annonce : quoi qu'il arrive, il faudrait s'user au travail plus longtemps, au-delà de l'espérance de vie en bonne santé. Et il est déjà prévu que l'allongement de durée de cotisation compense un compromis sur l'âge de départ, ou vice-versa.

« Ils reculent l'âge de la retraite et avancent l'âge de la mort »

Il s'agirait, nous dit-on, de sauver les caisses de retraite de la faillite. Sauf que, en 2021, les caisses étaient excédentaires et le seront encore plus en 2022 : 3,2 milliards. Elles ne deviendraient déficitaires que plus tard, avec un déficit de 17 milliards. Après ? Le Conseil d'orientation des retraites (COR), service de l'État, prévoit qu'elles réduiront ce déficit graduellement et sans réforme. De toute façon, il s'agirait de 17 milliards sur un budget de 330 milliards, soit seulement 5 % du total.

Sans parler des réserves importantes dont l'ensemble des caisses disposent aujourd'hui, 160 milliards d'euros au total.

Mais il y a les faits, et puis il y a les profits. Les fonds de pension privés lorgnent depuis un moment sur le gigantesque marché de l'épargne-retraite individuelle que cela ouvrirait. Ensuite, reculer l'âge de départ à la retraite, c'est faire travailler plus longtemps ceux qui le pourront et, surtout, pour tous ceux qui ne le pourront pas, réduire le montant des pensions.

C'est aussi s'assurer que davantage de travailleurs meurent avant de toucher leur retraite, usés par l'exploitation.

Pour faire passer la pilule, le gouvernement met en avant le chiffre de 1 200 euros de minimum de pension. Promesse bidon, car ce « minimum » ne sera garanti que si l'intégralité des annuités a été cotisée, des annuités toujours plus nombreuses... Pour beaucoup, ce sera donc le minimum vieillesse, qui est aujourd'hui à 908 euros, en dessous du seuil de pauvreté. Et encore faudra-t-il le demander.

Nous imposer face au gouvernement

Si les caisses de retraites sont vraiment si mal en point, il y a une solution simple : un déficit de 5 % est immédiatement comblé par une augmentation des salaires, et donc des cotisations, de 5 % ! Si les salaires augmentaient de ce qui nous est nécessaire aujourd'hui, c'est-à-dire au moins de 400 euros, plus de problème de « déficit ». Et ça réglerait quelques autres problèmes aussi, nos fins de mois par exemple ! C'est évidemment pas une option pour le gouvernement. Mais il se souvient de la mobilisation de 2019 qui l'avait mis en peine de passer l'ancienne réforme des retraites avant la crise Covid. Alors il fait mine de se concerter avec les directions syndicales, qui se précipitent à la table avant même de chercher à mobiliser.

Nous savons pourtant toutes et tous qu'il n'y a rien à attendre de ces « concertations » et du « dialogue social ». Le gouvernement Macron sait très bien ce qu'il fait : agir pour le compte des capitalistes, comme il l'a toujours fait. Ce n'est pas de « concertations » dont notre camp a besoin : c'est d'une mobilisation, de grèves, toutes et tous ensemble, comme nous l'avons fait en décembre 2019. Voilà ce à quoi, dès maintenant, nous devons œuvrer.



Il gèle dans l'hosto !! Stop aux économies sur notre dos !

Côté pile, la direction fait la promotion des petits gestes... à nos dépens !

Limiter le chauffage à 19°C, ou le couper dès qu'on part, dégivrer les réfrigérateurs... la direction nous donne ses consignes, au point de nous prendre pour des enfants : il faut aussi éteindre la lumière en sortant ! L'utilisation de chauffages d'appoint est interdite alors qu'il gèle, et elle veut même nous interdire de recharger nos téléphones à l'hosto ! Qu'elle essaie ! Tout ça au prétexte de « sobriété énergétique », alors qu'elle cherche juste à faire des économies... si les portables sont pas rechargés à l'hosto ils le seront chez nous, c'est pas comme si ça dépensait moins d'énergie !

Côté face, elle fait claquer des dents chez les dentistes

Dans le bâtiment Stomato, la direction a oublié de réparer le chauffage pendant des semaines. Ça a entraîné un trafic de chauffages électriques et a obligé les collègues à appeler les patients pour leur demander de venir avec bonnets et chaussettes... Rester 2 heures sur un fauteuil dentaire, sans chauffage, c'est douloureux !

Sans parler de nos bureaux, transformés en frigo !

On voudrait pas déranger les cafards

Au sous-sol d'Antonin Gosset, les collègues de l'hospitalisation de jour ont une mission supplémentaire : en plus de s'occuper des patients, de gérer l'administratif, elles doivent chasser... les cafards. Eh oui, ces bestioles pullulent dans les réserves, les chambres de patients. On fait un vivarium et on l'apporte à la direction ?

Les « 30 leviers » de l'AP-HP : opération d'enfumage

Hier on a tous reçu un mail du directeur de l'AP-HP, Nicolas Revel, annonçant « 30 leviers pour agir ensemble »... Alors déjà merci mais nous on agit tous les jours, à son tour de faire son boulot, de faire en sorte que l'hôpital puisse fonctionner. Et pas avec du blabla comme dans cette brochure des « 30 leviers » tous plus bidon les uns que les autres : rien sur les salaires, rien sur la formation, et rien sur les embauches !!! Pire, les « solutions » c'est nous exploiter encore plus : du genre alléger le travail de nuit en organisant des « gardes ponctuelles » des personnels de jour !

Quant au soi-disant doublement des logements, ça repose sur des financements de l'Etat qui n'ont rien de sûr – bref, de l'enfumage.

La vraie annonce de ce plan c'est que le directeur veut « revenir à l'équilibre financier en 5 ans »... donc encore plus d'austérité – tout l'inverse de ce qu'il faut.

Coupures d'électricité : les patients hospitalisés à domicile également concernés

Enedis, le gestionnaire de réseau coupera l'électricité par secteur. Comment feront les personnes soignées à domicile avec des matériels médicaux électriques ? Le porte-parole d'Enedis l'a annoncé sans scrupule : ils ne seront pas prioritaires donc délestés aussi ! Mais les Agences régionales de santé les préviendront en amont des coupures... hurra ! À eux de se débrouiller pour trouver refuge chez quelqu'un avec de l'électricité, ou à défaut se rabattre sur l'hôpital... qui n'est pas du tout en surcharge, c'est bien connu.

... Appeler le SAMU ? Non, il sera injoignable, surchargé et parfois déjà en grève pour sous-effectif !

Le gouvernement a tranquillement expliqué que le 15, le 17 et le 18 ne seront pas accessibles en cas de coupures. Solution ? Il invite les préfets à « encourager la population à assurer une présence aux côtés d'une personne âgée ou vulnérable » ou à « rallier des points desservis par la téléphonie »... Quelle bande de bras cassés. Certains centres SAMU sont d'ailleurs en grève, pour des embauches et les salaires, comme celui d'Arras depuis la semaine dernière.




Le 18 décembre soutenons les manifestations des travailleurs sans-papiers

Ce dimanche dans de nombreuses villes seront organisées des manifestations pour demander la régularisation de nos frères et sœurs de classe. Ils travaillent, cotisent, prennent souvent les tâches les plus dures, ce sont nos collègues. Afin d'éviter de parler des vrais problèmes de la misère galopante, le ministre de l'Intérieur prépare une loi « immigration » qui vise à diviser notre camp social au seul bénéfice des patrons. Sur la petite musique « Français contre étrangers »... Mais nous sommes des millions à être étrangers au monde de Macron et Darmanin.

Apportons notre soutien à la manifestation Ce dimanche, à 11 h, Porte de la Chapelle

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → convergencesrevolutionnaires.org

   @npaetincelle